

Walesa : « Le régime va mener à la guerre civile »

Plongée depuis quinze jours dans une gigantesque bataille symbolique, historique, et surtout politique, l'icône polonaise Lech Walesa répond pour la première fois dans un entretien à ses accusateurs qui le dépeignent comme un ex-informateur la police secrète communiste. « *Utiliser de faux documents contre moi d'une manière aussi barbare, cracher sur moi de cette façon en me qualifiant d'ex-agent, pour dire éventuellement plus tard qu'ils s'étaient trompés, voilà leur stratégie de diffamation* », s'emporte Lech Walesa à propos de la droite conservatrice au pouvoir. L'affaire est par-

tie de la divulgation par l'Institut de la mémoire nationale (IPN) d'une série de documents dont un accord de collaboration avec la police politique communiste SB, qui aurait été signé en 1970 par un jeune électromécanicien des chantiers navals de Gdansk nommé Walesa. « *Kaczynski utilise ces faux à mon encontre, engendrant suspicion et peur. Je ne suis pas le seul dans le collimateur : ils ont attaqué la Cour constitutionnelle ; ceci, et d'autres atteintes à la liberté, déboucheront sur une guerre civile. Je n'en doute pas, malheureusement. La question est de savoir quand et comment l'escalade se poursuivra.* » ■

« Prêt à être un guide contre les desseins haineux »

POLOGNE Walesa veut se défendre et aider son pays pris dans une « dérive autoritaire »

- ▶ L'ancien président polonais et chef historique du syndicat Solidarnosc est dans la tourmente.
- ▶ Il revient sur les accusations dont il est l'objet et sur la « guerre civile » qui gronde dans son pays.



LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER — ALLIANCE

ENTRETIEN

Les fausses accusations à mon encontre sont un pas de plus dans l'escalade vers un climat de guerre civile dans lequel ce gouvernement est en train de pousser la Pologne. » Tendu mais énergique, Lech Walesa répond dans son premier

entretien accordé à un média international, *La Repubblica*, membre de Lena, sur les dossiers douteux qui le dépeignent comme un ex-informateur de la police secrète communiste. L'affaire a éclaté il y a quelques jours avec la divulgation par l'Institut de la mémoire nationale (IPN) de documents remis par la veuve de l'ancien général décédé Kiszczak, qui fut le bras droit du général Jaruzelski. Dans ces papiers, un accord de collaborer avec la police politique communiste SB, qui aurait été signé en 1970 par un jeune électromécanicien des chantiers navals de Gdansk nommé Walesa.

Le gouvernement parle, à travers le ministre de la Défense Macierewicz, de la « fin de la légende de Walesa », et l'Eglise vous laisse seul, comme le dénonce votre femme. Quelle stratégie est en train de suivre le pouvoir, en vous diffamant ?
Macierewicz, qui était cet

homme-là ? Macierewicz finira bien avant la légende de Walesa.

Ne vous inquiétez pas, dans cent ans il n'y aura pas de deuxième Walesa. Quant à l'Eglise, elle ne devrait pas oublier que, à l'époque, je convainquis tout le monde de l'impliquer à tout moment dans les négociations pour la liberté, pour qu'elle me protège aussi contre des diffamations du régime.

Mais en décembre, vous nous aviez dit que Kaczynski pousse la Pologne vers une guerre civile. Les accusations contre vous font partie de cette marche vers la guerre civile ?

Utiliser de faux documents contre moi d'une manière aussi barbare, cracher sur moi de cette façon en me qualifiant d'ex-agent, pour dire éventuellement plus tard qu'ils s'étaient trompés, voilà leur stratégie de diffamation. Kaczynski l'utilise à mon encontre pour pouvoir l'utiliser

contre tout citoyen polonais, engendrant suspicion et peur. Je ne suis pas le seul dans le collimateur : ils ont attaqué la Cour constitutionnelle ; ceci, et d'autres atteintes à la liberté, déboucheront sur une guerre civile. Je n'en doute pas, malheureusement. La question décisive est de savoir quand et comment l'escalade se poursuivra. Si et quand les jeunes seront prêts à se battre pour sauver la patrie. Moi je serai prêt à les guider et à les soutenir de toutes mes forces contre des desseins haineux.

Quand avez-vous appris avoir été enregistré en tant qu'« agent Bolek » ?

En 1980, pendant la grève dans les chantiers de Gdan sk. La police secrète tenta de me séduire, de m'aliéner du mouvement. Avec des tactiques sournoises, en faisant circuler des bruits diffamatoires, auxquels quelques-uns avaient alors cru.

Avez-vous signé, dans les années 70, des engagements de collaboration ?

Non, jamais.

Mais alors, pourquoi le général Kiszczak (chef des services secrets et, plus tard, numéro deux de la junte Jaruzelski, NDLR) conserva ces documents ?

De ce que j'en sais, Kiszczak commanda de falsifier ces documents. Je me demande : pourquoi voulait-il se tenir prêt à me faire chanter et à me calomnier ? Et si ces documents avaient été authentiques, pourquoi les au-

rait-il conservés, si je travaillais pour lui ? Peut-être que, au nom de la foi dans le communisme, il était prêt à vendre et à échanger tout agent présumé. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette histoire.

Comment allez-vous maintenant réagir aux accusations ?

Nous sommes en train d'y réfléchir. Mais je suis certain que ces documents ne sont pas authentiques. Quand je serai en mesure de le prouver, je me tournerai vers la justice, contre l'IPN (Institut de la mémoire nationale, l'organisme historique pro-gouvernement qui l'accuse, NDLR) et tous ceux qui, partout dans le monde, crachent sur moi au moyen de pratiques déloyales. Dans un monde civilisé, pareille campagne de dénigrement est inadmissible. Ils pourraient dire qu'ils disposent de documents à mon encontre, mais ils doivent tout d'abord en prouver l'authenticité, alors qu'ils font l'exact contraire : ils les déclarent authentiques en m'accusant, après ils commencent à vérifier s'ils

sont authentiques ou pas, et, à la fin seulement, ils me les montreront. C'est extrêmement stupide et barbare. Comment est-il possible d'agir ainsi, dans un monde libre ?

Comment pouvez-vous prouver qu'il s'agit de faux documents ?

La loi permet à tout citoyen de faire appel contre des accusations de collaboration. Mais moi, j'ai été insulté, blessé dans mon honneur. Ils tentent de détruire

mon nom dans le monde entier, mais je ne me rendrai pas. Lorsque je verrai les documents et que je pourrai prouver qu'ils ne sont pas authentiques, je ne reculerai pas.

Quand ?

Qui sait, peut-être demain, peut-être l'année prochaine. Voilà le climat dans lequel nous vivons. Ils veulent faire oublier que, à deux ou trois reprises, le régime communiste a tenté de m'influencer. Alors que j'étais interné après le putsch de décembre 1981, un ex-supérieur de l'époque de mon service militaire, quand j'avais 18 ans, est venu me voir et m'a dit : « Nous étions amis, nous devrions appuyer Jaruzelski en tant qu'ex-frères d'armes. » « Non merci », lui ai-je répondu. Ensuite, un agent de la SB m'a rendu visite : « Souviens-toi, nous nous sommes rencontrés une fois. » Je repensais à ma jeunesse acerbe : nous n'avions aucun mouvement, après le massacre sur la Baltique en décembre 1970 nous craignions un bain de sang encore plus meurtrier. Si, à l'époque, nous n'avions pas parlé avec « eux », nous n'aurions pas compris comment ils agissaient et pensaient et nous n'aurions pas été en mesure de les vaincre par une révolution non violente. Ils voulaient m'intimider et me discréditer. Ils essayèrent même de me tuer, j'ai des témoins. Et aujourd'hui, comme hier, il est possible de me tuer, mais pas de me vaincre. ■

Propos recueillis par
ANDREA TARQUINI, La Repubblica